

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

G/L/656

4 novembre 2003

(03-5896)

RAPPORT (2003) DU COMITÉ DES RÈGLES D'ORIGINE AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Le présent rapport est soumis au Conseil du commerce des marchandises conformément à l'article 6:1 de l'Accord sur les règles d'origine (ci-après l'Accord), qui dispose ce qui suit:

"Le Comité procédera chaque année à un examen de la mise en œuvre et du fonctionnement des *Parties II et III* du présent accord eu égard à ses objectifs (pas d'italique et pas de caractère gras dans l'original). Le Comité informera chaque année le Conseil du commerce des marchandises des faits intervenus pendant la période sur laquelle portera cet examen."

2. Depuis son rapport ordinaire au Conseil du commerce des marchandises adopté le 15 novembre 2002 (G/L/593), le Comité des règles d'origine a tenu une réunion le 3 octobre 2003 (G/RO/M/43). Le Comité a élu M. Syed Habib Ahmed (Pakistan) Président pour 2003. Les gouvernements ayant le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont le statut d'observateur auprès du Comité. Par ailleurs, des représentants du Groupe ACP, de l'AELE, de la Banque mondiale, de la BID, du BITV, de la CNUCED, du FMI, de l'OCDE et de l'OMD assistent aux réunions du Comité en qualité d'observateurs.

3. S'agissant des *travaux au titre de la Partie II* de l'Accord, le Comité a examiné la question de l'"Examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine".

4. S'agissant des *travaux au titre de la Partie III* de l'Accord, le Comité a pris note des notifications au titre de l'article 5 et du paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord. À ce jour, 84 Membres ont présenté des notifications relatives aux règles d'origine non préférentielles et 89 Membres des notifications concernant les règles d'origine préférentielles. Le Président s'est déclaré préoccupé par le fait qu'un certain nombre de Membres n'avaient pas encore satisfait aux prescriptions en matière de notification. Il a invité instamment les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à présenter des notifications dès que possible.

5. Hormis les questions de mise en œuvre et de fonctionnement au titre des *Parties II et III* de l'Accord résumées ci-dessus, le Président et le Vice-Président du Comité ont mené, à la demande du Président du Conseil général, des consultations intensives avec les Membres pour résoudre les 94 questions de fond concernant le programme de travail pour l'harmonisation au titre de la *Partie IV* de l'Accord. En juillet 2002, le Comité a transmis au Conseil général 93 questions de fond et la question des conséquences pour examen et décision à ce niveau (G/RO/52; WT/GC/M/75). Depuis lors, ces questions sont entre les mains du Conseil général. Celui-ci, à sa réunion des 24-25 juillet 2003, a prolongé le délai pour l'achèvement des travaux sur les 94 questions de fond jusqu'en juillet 2004. Le Conseil général est également convenu que, à la suite de la résolution de ces questions de fond, le Comité achèverait les travaux techniques qui lui restent d'ici au 31 décembre 2004.